Envoyé en préfecture le 16/10/2025
Reçu en préfecture le 16/10/2025
Publié le
ID : 077-217704709-20251014-2025_196-AI

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté - Egalité - Fraternité

DEPARTEMENT
SEINE - ET - MARNE

CANTON
OZOIR-LA-FERRIERE

COMMUNE
TOURNAN - EN - BRIE

VILLE DE TOURNAN-EN-BRIE
SERVICES TECHNIQUES

ARRÊTÉ DU MAIRE

ARRETE MUNICIPAL AUTORISANT MONSIEUR AMETTE JOHNNY A OCCUPER LE DOMAINE PUBLIC COMMUNAL

Le Maire de la ville de Tournan-en-Brie,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de la Voirie Routière,

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

Vu le décret n° 65-48 du 8 janvier 1965 modifié, portant réglementation d'administration publique pour l'exécution des dispositions du livre II du Code du Travail,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière modifiée par divers arrêtés subséquents et notamment approuvée par l'arrêté du 22 octobre 1963,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment la 8ème partie du livre I – signalisation temporaire, approuvée par l'arrêté interministériel du 06 novembre 1992,

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 5 mars 2015 fixant le montant des redevances d'occupation du domaine public,

Considérant la demande, en date du 8 octobre 2025, de Monsieur AMETTE, 8 rue Charles Gollier – 45200 MONTARGIS, afin d'occuper le domaine public communal pour l'installation d'un échafaudage pour réaliser des travaux de réparation d'une fuite sur la toiture au 5 rue de Paris à Tournan-en-Brie,

ARRETE

ARTICLE 1 : Monsieur AMETTE, est autorisé à occuper le domaine public communal durant la période indiquée à l'article 2 sous réserve de règlement de la redevance d'occupation du domaine public fixée par délibération du Conseil Municipal ainsi que ses modalités d'application.

ARTICLE 2 : Cette occupation est autorisée du 20 octobre 2025 au 27 octobre 2025 inclus.

ARTICLE 3 : L'installation doit être réalisée de manière à permettre la pleine visibilité de la vitrine, des étalages et des accès du magasin CocciMarket.

ARTICLE 4 : L'occupation est autorisée pour l'installation d'un échafaudage sur la période indiquée à l'article 2.
La superficie de l'emprise est de 4 ml.

Le montant de la redevance est de **12 €**, il est calculé comme suit :

- 0 € la 1ère semaine soit du 20 octobre 2025 au 26 octobre 2025 inclus.
- Puis 3€/ml/jour soit le 27 octobre 2025 : 3€ x 4ml x 1 jours = **12 €**.

Ref. 201 503 Berger-Levrault (1012)

Envoyé en préfecture le 16/10/2025
Reçu en préfecture le 16/10/2025
Publié le N° 2025_196
ID : 077-217704709-20251014-2025_196-AI

(Conformément à l'article 4 de la délibération du Conseil Municipal N° 2015/024 du 5 mars 2015, les droits de voirie, d'un montant inférieur ou égal à 30 €, ne sont pas mis en recouvrement).

ARTICLE 5 :
La présente autorisation est valable sous condition du respect des modalités et conditions générales d'occupation du domaine public communal et du règlement de la redevance associée fixée par délibération du Conseil Municipal.

ARTICLE 6 :
Si l'objet de l'autorisation nécessite la neutralisation de places de stationnement, le titulaire de la présente autorisation doit afficher le présent arrêté 48 heures avant le début de la date d'autorisation. En cas d'infraction, le véhicule concerné fera l'objet d'un enlèvement et d'une mise en fourrière aux frais du titulaire de l'infraction.

ARTICLE 7 :
Le titulaire de l'autorisation doit assurer le passage des piétons sous l'échafaudage en sécurisant les pieds de la structure de ce dernier.

ARTICLE 8 :

En cas de nécessité d'une signalisation, celle-ci sera conforme à la réglementation de signalisation susvisée et aux conditions suivantes :

- le titulaire du présent arrêté aura la charge de la signalisation réglementaire de son chantier de jour et de nuit et sa responsabilité pourra être engagée en cas d'accident ou dommage pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation ou protection, pendant toute la durée des travaux.

ARTICLE 9 :
Toute prorogation de l'autorisation devra faire l'objet d'une demande préalable auprès de la commune transmise dans un délai minimum de 15 jours.

ARTICLE 10 :
Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Melun, dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.

ARTICLE 11 :
- Monsieur le Sous-Préfet de Torcy,
- Monsieur le Commandant la Brigade de Gendarmerie,
- Monsieur le Chef de Police Municipale,
- Le Comptable assignataire,
- Le titulaire du présent arrêté,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté.

Fait à Tournan-en-Brie, le 14 octobre 2025

MAIRIE DE TOURNAN-EN-BRIE (Seine-et-Marne) LIBERTÉ ÉGALITÉ FRATERNITÉ

Laurent GAUTIER
Maire de Tournan-en-Brie
Conseiller Départemental
Président de la communauté de Communes
Les Portes Briardes entre villes et forêts